

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, la réponse à cette question est dix. Neuf condamnations pour meurtres d'agents de police et une pour le meurtre d'un gardien de prison. Dans cinq cas, la peine de mort a été commuée en emprisonnement à vie. Dans les cinq autres cas, la peine n'est pas encore susceptible d'être confirmée ou commuée, car il y a eu pourvoi en appel.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LE LOGEMENT

Question n° 177—**M. Orlikow:**

1. Pour la dernière année dont on possède les statistiques, quel était, par habitant, le total investi dans le logement par les Canadiens?
2. Au cours de la même année, quel était, par habitant, le total investi pour le logement des Indiens grâce aux affectations de crédit du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, aux revenus des bandes et aux apports personnels?
3. En 1972, quels étaient en moyenne les salaires et traitements (exception faite de la solde) versés à la population active canadienne?
4. Quel était en moyenne le revenu des familles indiennes du Canada si l'on exclut l'aide générale et les allocations familiales?
5. Pour la dernière année dont on possède les statistiques, quel est l'âge moyen de décès des Canadiens, hommes et femmes?
6. Pour la même année, quel est l'âge moyen de décès des Indiens du Canada, hommes et femmes?
7. Sur toute la population du Canada, combien de familles vivent dans des maisons de trois pièces ou moins?
8. Sur toute la population indienne combien de familles vivent dans des maisons de trois pièces ou moins?
9. Sur toute la population du Canada, combien de personnes vivent dans des maisons pourvues de l'électricité, d'égouts ou de fosses septiques, de l'eau courante et de baignoire?
10. Sur toute la population indienne, combien de personnes vivent dans des maisons pourvues de l'électricité, d'égouts ou de fosses septiques, de l'eau courante et de baignoire?

(Le document est déposé.)

PIL—LES CRÉDITS AFFECTÉS DANS LES 264 CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES DU CANADA

Question n° 203—**M. Stewart (Marquette):**

1. Au cours de l'année 1973-1974, combien d'argent a été versé à chacune des 264 circonscriptions dans le cadre du Programme des initiatives locales?
2. Au cours de l'année 1974-1975, combien d'argent se propose-t-on de verser à chacune des 264 circonscriptions dans le cadre du Programme des initiatives locales?

(Le document est déposé.)

● (1500)

DEMANDES DE DOCUMENTS

[Français]

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je demande que tous les avis de motions portant production de documents soient réservés.

[Traduction]

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, avec votre permission, j'invoque le Règlement. Le 30 septembre, j'ai fait inscrire au *Feuilleton* la question n° 34. C'est une demande de

Questions orales

renseignements relativement simple et directe. Je voudrais simplement savoir quand je peux espérer une réponse.

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre. Les autres avis de motions portant productions de documents sont-ils réservés?

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'OBTENTION D'UN CONSENSUS ENTRE DIVERS GROUPES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances. Pourrait-il donner à la Chambre quelque indication sur les projets qu'il a formés touchant un accord acceptable au point de vue des syndicats, de l'industrie et des bénéficiaires, et nous dire aussi si le gouvernement désire obtenir un accord général concernant les directives, car le premier ministre ne nous a pas fourni beaucoup d'information hier. Le ministre des Finances va-t-il tenter d'obtenir un accord ou un consensus à l'égard de ces directives?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, au début de l'an prochain, le gouvernement compte poursuivre les entretiens officieux qui se déroulent entre certains ministres et le premier ministre relativement aux divers secteurs de l'économie pour déterminer, étant donné qu'il y a eu transfert réel de ressources parce que les prix du pétrole ont quadruplé et que les prix mondiaux des produits agricoles ont augmenté, si à la suite de ces événements, les divers secteurs de l'économie, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les métiers et le gouvernement, ne pourraient s'imposer volontairement des restrictions. Il y aura des entretiens préliminaires avec les dirigeants des divers secteurs de l'économie et si les résultats sont favorables nous pourrions alors adopter une position plus définitive.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Finances s'il a une idée de ce que peuvent être ces directives et s'il est d'avis que l'entreprise et les syndicats vont les accepter. Est-ce là ce que pense le ministre des Finances? Voudrait-il essayer de ne pas mystifier et la Chambre et le pays, et de dire sans détours aux députés ce qu'il a à l'esprit.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, pour l'instant, comme je l'ai déjà dit à certaines occasions et le soir de l'exposé budgétaire, le gouvernement n'a pas l'intention d'imposer des directives aux divers secteurs de l'économie. Pour le moment, nous essayons de déterminer avec des représentants de tous les domaines du secteur privé ce qui, à leur avis, serait collectivement et individuellement une solution raisonnable pour atténuer les pressions de la demande sur l'ensemble de l'économie.